

**ACCORD CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**



**Communauté d'universités et établissements de Toulouse (COMUE)**

41 allées Jules Guesde

CS 61321

31013 TOULOUSE CEDEX 6

Tél : 05 61 14 80 11

**ACCORD-CADRE n°2025-007 à 009**

**Mission de diagnostics portant sur les opérations immobilières de l'ENVT**

*Appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5  
du Code de la Commande Publique*

**Cahier des Clauses Administratives particulières  
(C.C.A.P)**

<b>PREAMBULE : CONTEXTE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1. GENERALITES .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet de l'Accord cadre .....	4
1.2 Pouvoir adjudicateur .....	4
1.3 Procédure de Passation .....	5
1.4 Allotissement .....	5
1.5 Forme de l'accord-cadre .....	5
1.6 Maximum de l'accord cadre .....	6
1.7 Lieu d'exécution .....	6
1.8 Intervenants au marché.....	6
<b>ARTICLE 2. DUREE ET DELAIS .....</b>	<b>6</b>
2.1 Durée de l'accord-cadre .....	6
2.2 Délais d'exécution .....	7
<b>ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 4. CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE .....</b>	<b>8</b>
4.1 Marchés subséquents (lot 1).....	8
4.2 Accord-cadre à bons de commande multi-attributaire (lot 2) .....	9
4.3 Modalités de commandes .....	10
4.4 Commandes hors BPU de l'accord-cadre .....	11
<b>ARTICLE 5. OBLIGATIONS RECIPROQUES .....</b>	<b>11</b>
5.1 Obligations du maître d'ouvrage.....	11
5.2 Obligations du titulaire .....	11
<b>ARTICLE 6. RECEPTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 7. REGIME FINANCIER .....</b>	<b>12</b>
7.1 Monnaie .....	12
7.2 Taux de TVA .....	12
7.3 Forme et contenu des prix .....	12
7.4 Révision .....	13
<b>ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS.....</b>	<b>13</b>
8.1 Avance .....	13
8.2 Présentation des demandes de paiement.....	13
8.3 Paiement des co-traitant .....	14
8.4 Intérêts moratoires .....	14
<b>ARTICLE 9. PENALITES .....</b>	<b>15</b>
9.1 Pénalités pour retard de réponse aux demande de commande de la maitrise d'ouvrage (lots 2 et 3) .....	15
9.2 Pénalités pour retard dans la remise de livrable .....	15
9.3 Pénalités pour défaut de qualification des intervenants.....	15
9.4 Pénalité pour mauvaises exécution des prestations .....	16
9.5 Pénalité pour défaut de remise en état .....	16
9.6 Perte d'exclusivité .....	16
9.7 Pénalité(s) en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé .....	16
<b>ARTICLE 10. SOUS TRAITANCE.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 11. CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 12. RGPD18</b>	
<b>ARTICLE 13. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE .....</b>	<b>18</b>
13.1 Changement de dénomination sociale du titulaire .....	18

13.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire .....	18
13.3 Modifications de la structure d'exercice du titulaire .....	18
<b>ARTICLE 14. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 15. CLAUSE DE REEXAMEN .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 16. ASSURANCES .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 17. RESILIATION .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 18. LANGUES .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 19. DIFFERENDS ET LITIGES .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 20. DEROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>20</b>

## PREAMBULE : CONTEXTE

Dans la suite logique des Schémas Pluriannuels de Stratégie Immobilière (SPSI) ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre du CPER 2021-2027 et de l'application de son Schéma Directeur Immobilier et Aménagement (SDIA), l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse (ENVT) a engagé la réalisation d'un projet majeur qui se traduit en un ensemble d'opérations immobilières destinées notamment à accueillir un institut de recherche clinique en santé et bien-être animal et à rénover et moderniser des espaces de formation théoriques et pratiques.

Ces opérations pourront concerner selon les cas, la restructuration, réhabilitation ou déconstruction de bâtiments existants, ou la construction de nouveaux bâtiments. Elles s'inscriront dans différents périmètres opérationnels tous situés sur le site de l'ENVT au 23 chemin des Capelles à Toulouse.

Cette liste n'étant pas limitative à ce stade du projet, les opérations définies à ce jour sont :

- la Restructuration du bâtiment de Travaux Pratiques 6.2 – Tranche 2,
- la Création d'un Cœur d'Ecole,
- la Construction d'un Institut de recherche clinique en santé et bien-être animal.

Pour l'ensemble de ces opérations une convention a été passée entre l'ENVT et la Comue de Toulouse désignant cette dernière Maître d'ouvrage délégué de l'ENVT.

La présentation de l'opération est plus précisément détaillée dans le document intitulé « Présentation de l'ENVT et de son patrimoine bâti ».

## ARTICLE 1.GENERALITES

### **1.1 Objet de l'Accord cadre**

Le présent accord cadre porte sur des prestations de diagnostics pour les besoins des opérations immobilières de l'ENVT décrites en préambule.

Les missions de diagnostics sont plus précisément décrites dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chacun des lots.

### **1.2 Pouvoir adjudicateur**

Communauté d'universités et établissements (COMUE)

CS 61321

31013 Toulouse Cedex 6

#### **Nom, prénom et qualité du signataire du marché :**

Monsieur le président de la COMUE, Michael Toplis

#### **Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-59 à 62 du code de la commande publique :**

Monsieur le Président de la COMUE Michael TOPLIS

marche@univ-toulouse.fr

#### **Désignation, adresse, téléphone du comptable assignataire :**

Madame l'agent comptable de la COMUE, Cécile Fromion

Université de Toulouse

41 allée Jules Guesde

### 1.3 Procédure de Passation

Le présent accord-cadre est passé en appel d'offre ouvert en application des dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande Publique.

### 1.4 Allotissement

Pour toutes les opérations immobilières décrites en préambule il a été décidé de l'allotissement suivant faisant l'objet de 3 marchés distincts :

Lot	Objet	Code CPV
1	Diagnostic structurel	71630000-3 Services de contrôle et d'essais techniques
2	Etudes géotechnique	71332000-4 Services d'ingénierie géotechnique 71630000-3 Services de contrôle et d'essais techniques
3	Diagnostic amiante, plomb, termite et xylophages avant travaux	71630000-3 Services de contrôle et d'essais techniques

### 1.5 Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé dans les conditions des articles R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2162-3 du même code l'accord-cadre est exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande.

Les prestations qui relèvent des différentes parties de l'accord-cadre sont ci-après identifiées :

Lot	Objet	Forme
1	Diagnostic structurel	Marché subséquent multi-attributaire
2	Diagnostic géotechnique	Marché à bons de commandes multi-attributaires
3	Diagnostic amiante, plomb, termite et xylophages avant travaux	Marché à bons de commande mono-attributaire

Les lots multi-attributaires seront composés, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres satisfaisantes :

- Pour le lot 1 un (1) titulaire minimum et trois (3) titulaires maximum
- Pour le lot 2 un (1) titulaire minimum et trois (3) titulaires maximum

Les modalités de mise en concurrence entre les titulaires des lots multi-attributaires sont décrites à l'article 4 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Si un seul titulaire est retenu pour l'un des lots la procédure applicable sera celle décrite à l'article 4.2 du CCAP.

### **1.6 Maximum de l'accord cadre**

Conformément aux articles R2121-8 et R2162-4 du code de la commande publique, l'accord cadre est passé avec les maximums suivants sur la durée du marché :

Lot 1	50 000 € HT
Lot 2	120 000 € HT
Lot 3	50 000 € HT

Il s'agit là d'un maximum de commande que la maîtrise d'ouvrage s'engage à ne pas dépasser et non d'un engagement de commande au bénéfice des titulaires

### **1.7 Lieu d'exécution**

Le présent marché s'exécute pour partie sur le campus de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse, 23 Chemin des Capelles, 31300 Toulouse. Certaines prestations pourront être exécutées directement dans les locaux du titulaire.

### **1.8 Intervenants au marché**

Les intervenants au marché seront les suivants

- Maître d'œuvre
- Contrôleur technique
- Coordinateur SPS
- Mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination

Ils feront l'objet d'une désignation ultérieure. Les titulaires de l'accord-cadre en seront alors informés.

## **ARTICLE 2.DUREE ET DELAIS**

### **2.1 Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu à compter de sa notification pour une durée de 1 an avec possibilité de renouvellement 3 fois 1 an, sans que cette durée de puisse excéder 4 ans.

La reconduction est tacite, le titulaire ne peut s'y opposer. En cas de non reconduction du marché le pouvoir adjudicateur en informe le titulaire deux mois avant la date d'anniversaire de la notification du marché.

## **2.2 Délais d'exécution**

### **2.2.1 Délais d'exécution des marchés subséquents**

Les délais d'exécution des prestations sont fixés et déterminés par le maître d'ouvrage lors de la passation du marché subséquent et deviendront contractuels dès la notification du marché subséquent au titulaire.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux prestations intellectuelles (CCAG PI).

### **2.2.2 Délais d'exécution des marchés passés à bons de commande**

Les délais d'exécution seront indiqués dans chacun des bons de commande et conformément aux délais indiqués dans les CCTP concernés.

## **ARTICLE 3. PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE**

Par **dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI** le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante dont l'exemplaire unique original conservé par la COMUE fait seul foi :

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre avec son annexe financière propre à chacun des lots pour dans la dernière version résultant des dernières modifications éventuelles
- Le présent cahier des clauses administratives particulières commun à tous les lots (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) propre à chacun des
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les plans de masse
- L'offre technique et financière du titulaire

Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire contraire aux dispositions des pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente et d'intervention du titulaire sont concernées par cette disposition.

Durant toute l'exécution du marché, le titulaire devra se conformer à toutes lois, normes, décrets et textes réglementaires en vigueur régissant l'exercice des activités liées au présent marché.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG mentionné bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>

**Ordre de préséance** : Les pièces contractuelles désignées ci-dessus et qui constituent le marché sont complémentaires et forment un tout. Cependant, en cas de contradiction, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Toute clause portée dans les tarifs du titulaire, ou documents quelconques, qui serait contraire aux dispositions prévues dans ces pièces sera considérée comme non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

**Notification** : En application de l'article 3. 1. du CCAG-PI, la notification du marché consiste en la remise d'une copie de l'acte d'engagement signé par l'UT et de ses annexes au titulaire.

Cette remise sera opérée via la plateforme de dématérialisation [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Du fait de la notification du marché, les pièces mentionnées au présent article deviennent contractuelles

## ARTICLE 4. CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE

### **4.1 Marchés subséquents (lot 1)**

#### **4.1.1 Pièces constitutives des marchés subséquents**

Le marché subséquent est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le marché subséquent valant acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- L'offre du titulaire
- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre initial listées à l'article 3 du présent CCAP dans le même ordre de priorité.

Les pièces constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents prévalent, en cas de contradictions entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus

#### **4.1.2 Passation des marchés subséquents**

Dans le cas où le lot comporterait deux titulaires ou plus, les marchés subséquents seront conclus de la façon suivante :

La remise en concurrence s'effectuera par les services bénéficiaires, par l'envoi électronique (mail) aux titulaires de l'accord-cadre, du dossier simplifié de consultation comprenant au minimum :

- La lettre de consultation précisant a minima le besoin du service en terme de diagnostic lié à l'opération, les modalités d'exécution, les modalités de visite préalable, la date limite de remise des offres et les critères d'attribution,
- Le marché subséquent, valant acte d'engagement
- Le document de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) à compléter par les candidats étant entendu que le candidat devra utiliser les prix plafond indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre pour former son offre.

Les titulaires doivent justifier par écrit de leur impossibilité de répondre dans le délai de remise des offres du marché subséquent concerné. En l'absence de justification ou en cas de motivation considérée irrecevable par le pouvoir adjudicateur, des pénalités pour non réponse pourront être appliquées au titulaire, sans autre formalité, en application des stipulations relatives aux pénalités à l'article 9 CCAP du présent document.

Les titulaires de l'accord-cadre ont minimum 15 jours calendaires à compter de l'envoi de la demande et comme précisé par le service bénéficiaire dans le marché subséquent, pour visiter le site et remettre leur proposition au pouvoir adjudicateur.

La remise des offres s'effectuera exclusivement par courrier électronique. Elle sera composée au minimum :

- du marché subséquent valant acte d'engagement renseigné et signé par les candidats ;
- de la DPGF renseignée ou d'un devis reprenant le même niveau de renseignement et de décomposition du prix. Le candidat devra utiliser les prix du BPU de l'accord-cadre applicable à la mission concernée et fixer le prix global et forfaitaire qu'il estime nécessaire pour la réalisation de cette mission. Les prix du BPU sont des prix plafond que le titulaire ne pourra pas dépasser dans sa proposition financière.



- du descriptif technique d'exécution de l'opération présentant la méthodologie d'intervention mise en place, le calendrier prévu pour la réalisation de la mission conformément aux délais indiqués dans la lettre de consultation ainsi que l'équipe dédiée à la mission.

Les critères techniques sur lesquels le choix du titulaire sera effectué sont les suivants :

Critères	Pondération en points (le total critère prix + critères techniques doit être égal à 100)
- Prix	50
- Valeur technique :	50
- Références, qualité des intervenants, méthodologie	25
- Calendrier de phasage	25

#### **Méthode de notation du critère prix :**

Points obtenus = (montant de l'offre la moins élevée / montant de l'offre) x 50

Le maître d'ouvrage procède à un classement des titulaires sur la base des critères énoncés. Le titulaire arrivé en première position sera celui qui aura obtenu la meilleure note et sera en charge de l'exécution du marché subséquent.

Le maître d'ouvrage notifie aux titulaires s'ils sont retenus ou non pour le marché subséquent. Pour le titulaire retenu, soit le titulaire dispose de la signature électronique, auquel cas le maître d'ouvrage peut signer et notifier le marché subséquent envoyé par le titulaire. Soit le titulaire ne dispose pas de la signature électronique, auquel cas le titulaire devra envoyer un marché subséquent signé en original par voie postale. Dans tous les cas, les notifications seront effectuées par voie électronique. Aucun délai de suspension entre l'information des candidats évincés et la signature du marché subséquent tel qu'il est prévu à l'article R2182-2 du code de la commande publique.

#### **4.1.3 Cas où l'accord cadre à marché subséquent est attribué à un seul titulaire**

Dans le cas où un seul titulaire serait retenu, le maître d'ouvrage consulte le titulaire dans les mêmes formes que celles précédemment énoncées. Le maître d'ouvrage vérifiera alors la validité de son offre sans procéder à une analyse selon les critères de notation indiqués. Le marché subséquent fera l'objet de la signature d'un acte d'engagement entre les parties.

Si le titulaire remet une offre non susceptible d'être retenue le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'organiser une consultation spécifique avec d'autres entreprises.

#### **4.2 Accord-cadre à bons de commande multi-attributaire (lot 2)**

La méthode de sélection des titulaires est dite « en cascade ». Trois titulaires seront sélectionnés et classés après l'analyse des offres de l'accord-cadre. A savoir que le titulaire classé au rang 1 sera consulté en priorité. En cas d'indisponibilité du titulaire de rang 1 dûment justifiée ou de non réponse à la sollicitation du maître d'ouvrage dans les délais prévus, il sera fait appel au titulaire de rang 2. Si ce dernier est également indisponible ou ne répond pas à la sollicitation du maître d'ouvrage dans les délais prévus, il sera fait appel au titulaire de rang 3.

Pour chaque besoin, le titulaire de rang 1 sera sollicité par mail afin de réaliser les prestations. Ce dernier confirme la possibilité d'intervenir dans les délais fixés par le maître d'ouvrage au plus tard un (1) jour ouvré après réception de la demande émanant du maître d'ouvrage.

En cas d'indisponibilité de ce dernier ou d'absence de réponse, le maître d'ouvrage sollicitera alors le titulaire du rang 2 puis le titulaire du rang 3 le cas échéant.

Les prestations seront ensuite exécutées par l'émission de bons de commande conformément aux dispositions de l'article 4.3 du présent document.

Dans le cas où un seul titulaire serait retenu, l'accord cadre se comporterait comme un accord-cadre à bons de commande.

#### **4.3 Modalités de commandes**

Les lots 2 et 3 de l'accord cadre s'exécutent au fur et à mesure par l'émission de bons de commande sur la base du devis/ projet de bon de commande le cas échéant transmis par le titulaire dans les formes et les conditions prévues par les CCTP respectifs.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés aux titulaires de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

Chaque bon de commande devra contenir les informations suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- Le numéro de marché
- La date et le numéro du bon de commande
- La quantité, la nature et la prescription des prestations à réaliser
- Les délais d'exécution
- Le montant du bon de commande
- Le cas échéant il sera précisé si la commande est hors BPU.

Seuls seront acceptés les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande sont envoyés par courriel au titulaire dans les conditions définies à l'article 3.7 du CCAG-PI. Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique pérenne à laquelle ces documents seront transmis.

Ils sont exécutoires à compter de leur date de notification attestée : soit par l'accusé de réception en cas d'envoi par courriels, soit par courrier recommandé.

Toute prestation exécutée avant la date de notification du bon de commande conclu sur le fondement de l'accord-cadre reste à la charge du titulaire, sans recours possible contre le pouvoir adjudicateur.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis durant toute la durée de validité du lot et jusqu'au dernier jour de ce dernier. Les bons de commande sont valables jusqu'à trois (3) mois après la fin de validité du lot. Au-delà de ce délai de trois (3) mois, le titulaire est relevé de ses obligations envers le maître d'ouvrage.

#### **4.4 Commandes hors BPU de l'accord-cadre**

A la marge, si des prestations à exécuter ne sont pas prévues dans le BPU, le titulaire fournira un devis avec le détail de ses prix. Le prix unitaire qu'il propose est un "prix nouveau".

Si la prestation non prévue au BPU présente une certaine récurrence elle sera alors intégrée par voie d'avenant dans le BPU du marché.

### **ARTICLE 5.OBLIGATIONS RECIPROQUES**

#### **5.1 Obligations du maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage fournit toute information utile au titulaire pour l'exécution du marché. Est désigné à cet effet un correspondant unique. Le maître d'ouvrage communiquera son nom, sa fonction et ses coordonnées complètes lors de la réunion de lancement des marchés.

#### **5.2 Obligations du titulaire**

##### **5.2.1 Personnel dédié à la mission**

Pour les prestations relevant des lots 2 et 3 les prestations doivent être exécutées par la ou les personne(s) nommément désignée(s) dans l'offre du titulaire.

Pour les prestations relevant du lot 1 les prestations doivent être exécutées par la personne qui sera identifiée lors de la réponse au marché subséquent.

Dans les deux cas le titulaire désigne un responsable technique et administratif de la mission conformément aux dispositions du CCTP du lot concerné.

Dans le cas où les personnes nommément identifiées ne seraient plus en mesure d'accomplir cette tâche le titulaire en informe sans délai le maître d'ouvrage et prend toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la poursuite des prestations.

Dans ce cas et par **dérogation aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI**, le titulaire doit proposer au maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de l'information mentionnée à l'alinéa précédent un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le CV. Le remplaçant est considéré comme accepté par l'acheteur si celui-ci ne le refuse pas dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la communication des informations portant sur ce remplaçant. Si l'acheteur refuse le remplaçant, le titulaire dispose à nouveau d'un délai de 5 jours ouvrés pour proposer un autre remplaçant.

A défaut les pénalités prévues par l'article 9 sont applicables.

Le titulaire est tenu d'une obligation de résultat et s'engage à exécuter ses prestations conformément aux documents contractuels, aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur.

Il affecte à la réalisation des prestations des intervenants dont il garantit les compétences et l'expérience.

### **5.2.2 Textes de références**

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et en lien avec l'objet du marché.

Il se doit de mener à bien ses prestations dans le respect des textes en vigueur au moment de la réalisation de la prestation, notamment :

- le code de la santé publique,
- le code de la construction et de l'habitation,
- le code du travail,
- les normes NF, NF EN, XP, FD en lien avec l'objet du marché
- les arrêtés et décrets en lien avec l'objet du marché

Le titulaire avertit la maîtrise d'ouvrage en cas d'évolution de la réglementation en vigueur. Les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

## **ARTICLE 6. RECEPTION DES PRESTATIONS**

Pour l'admission des livrables, il est fait application des articles 28 et 29 du CCAG-PI. Cependant, et **par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI** le silence gardé par la maîtrise d'ouvrage à l'issue du délai de deux mois ne vaut pas admission tacite du livrable.

**Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI**, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'aviser le titulaire, de la date et du lieu prévus pour les vérifications.

La décision d'admission prendra la forme d'un mail avec accusé de réception adressé par la maîtrise d'ouvrage au titulaire du marché.

## **ARTICLE 7. REGIME FINANCIER**

### **7.1 Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro

### **7.2 Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **7.3 Forme et contenu des prix**

Le présent accord cadre est conclu à prix mixtes soit :

- Pour le lot 1 à prix forfaitaires sur la base des prix plafonds du BPU de l'accord-cadre en fonction des missions demandées.
- Pour les lots 2 et 3 à prix unitaires sur la base des prix plafonds du BPU de l'accord-cadre.

Les prix du marché comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la bonne exécution du marché, notamment à la mise en service du

matériel, les frais de déplacement, les frais d'assurance, de conditionnement, d'emballage, de manutention, de stockage et de transport jusqu'au lieu de livraison, d'installation.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution du présent marché.

#### **7.4 Révision**

Pour tous les lots, les prix renseignés dans les bordereaux des prix unitaires de l'accord-cadre sont fermes la première année d'exécution. Ils seront révisibles annuellement à la date anniversaire de notification du marché selon les modalités ci-après :

Il est demandé au titulaire de formuler sa demande 1 mois avant l'échéance, passé ce délai la demande de révision sera rejetée.

Le délai commence à courir à compter de la notification du marché. La demande doit être envoyée au service marché de la COMUE de Toulouse : [marche@univ-toulouse.fr](mailto:marche@univ-toulouse.fr).

Lors de la demande de révision, le titulaire indique le mois de l'indice utilisé pour le calcul.

La révision entre en vigueur 1 mois après la notification au maître d'ouvrage sans observation de sa part.

La révision se fera selon la formule suivante ;

$$P = P_o \times (0.15 + 0.85 \times I/I_o)$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

P<sub>o</sub> : prix initial fixé à la date de remise des offres

I : dernière valeur de l'indice ING parue au moment de la demande de révision

I<sub>o</sub> : indice ING du mois de de remise des offres.

La formule de révision a pour but de prendre en compte, en hausse comme en baisse, l'évolution des conditions économiques existantes lors de l'établissement du prix de l'offre.

La révision des prix peut être effectuée à l'initiative du maître d'ouvrage. Les prix ainsi révisés sont envoyés au titulaire 1 mois avant le commencement de la nouvelle période.

### **ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS**

#### **8.1 Avance**

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique, sous réserve de répondre aux conditions fixées à l'article R2191-3 du code.

#### **8.2 Présentation des demandes de paiement**

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI;

Les factures dématérialisées devront obligatoirement être déposées sur le portail Chorus Pro

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3.1 du CCAG-PI. Elles sont adressées après « Service fait ».

Pour le lot 1 la périodicité de paiement pourra être déterminée pour chaque marché subséquent passé notamment en fonction de la durée du marché subséquent concerné.

Les demandes de paiement adressées à la COMUE devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom du marché « ..... »,
- le numéro du bon de commande
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables soit lors de l'accord cadre, soit lors du marché subséquent ou du bon de commande en cas de titulaire unique.
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

### **8.3 Paiement des co-traitant**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

### **8.4 Intérêts moratoires**

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret sus-visé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## ARTICLE 9. PENALITES

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par **dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI**, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas les 1000€ pour l'ensemble du marché.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Par **dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI**, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

### **9.1 Pénalités pour retard de réponse aux demandes de prestations de la maîtrise d'ouvrage (lots 2 et 3)**

Par **dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI**, une pénalité de 50 euros pourra être appliquée par jour ouvré de retard sans mise en demeure préalable, en cas de retard dans la transmission d'un devis dans les conditions prévues au CCTP.

Cette pénalité s'applique en cas de retard dans la transmission des devis préalables aux bons de commande. Si une visite est nécessaire pour l'établissement du devis, le délais court à compter de la réalisation de la visite.

### **9.2 Pénalités pour retard dans la remise de livrable**

Par **dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI**, si les délais d'exécution fixés dans les présent CCAP, le CCTP, marchés subséquents ou dans le devis validé par le bon de commande ne sont pas respectés, le titulaire encourt une pénalité de 80€ par jour calendaire de retard.

### **9.3 Pénalités pour défaut de qualification des intervenants**

A défaut d'avoir assuré le remplacement à l'échéance du délai de 15 jours, en **dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI**, le titulaire encourt une pénalité égale à 150 € par jour calendaire de retard jusqu'à l'identification du remplacement.

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire, sans indemnité, dans le cas où le ou les remplaçants du ou des intervenants n'est pas assuré dans un délai d'un mois à compter de l'application de la pénalité.

#### **9.4 Pénalité pour mauvaises exécution des prestations**

Le titulaire s'engage à garantir un niveau de qualité de ses prestations tout au long de l'exécution du marché tel qu'il a été exigé dans le CCTP. L'exécution aux frais et risques peut être appliquée en cas de mauvaise exécution répétée des prestations et ce jusqu'à un engagement ferme du titulaire à exécuter ses prestations dans le respect des prescriptions contractuelles du présent marché.

Dans le cas où la prestation exigée initialement n'est pas réalisée conformément aux règles de l'art, le titulaire du marché est tenu de reprendre intégralement la prestation à ses frais sous un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification d'une mise en demeure par l'acheteur. L'acheteur se réserve la possibilité de résilier dans le cas où la prestation n'est pas correctement exécutée dans un délai d'un (1) mois à compter de l'application de la pénalité.

#### **9.5 Pénalité pour défaut de remise en état**

Toutes les dégradations survenues lors de l'exécution des missions objet du présent accord cadre du fait du titulaire, doivent faire l'objet d'une remise en état à l'identique (rebouchage, garniture, ratissage, collage, etc.) à la charge du titulaire et dans un délai immédiat.

De plus, le titulaire garantit la propreté des lieux en toute circonstance.

Le non-respect de ses obligations entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de :

- 150€ TTC par point de prélèvement non remis en l'état,
- 5€ TTC par m2 non nettoyé ou non remis en état.

#### **9.6 Pénalités pour absence de réponse à une demande de la maîtrise d'ouvrage**

Dans le cas où les titulaires ne répondraient pas à une demande de la maîtrise d'ouvrage sans justification admissible, ils encourent l'application d'une pénalité forfaitaire de 80 €.

Pour le titulaire du lot 3 l'exécution de la prestation pourra également être exécutée à ses frais et risques.

#### **9.7 Perte d'exclusivité**

A compter de la troisième absence de réponse à une demande de prestation formulée par la maîtrise d'ouvrage, sans justification recevable, les titulaires perdent le bénéfice de l'exclusivité du marché. L'exécution du marché par un autre prestataire pourra être demandée à leur frais et risques.

#### **9.8 Pénalité(s) en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé**

Le titulaire subira, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, une pénalité de 50 euros (cinquante) par jour calendaire de retard dans l'accomplissement des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code, dans les limites suivantes :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché ;



- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

## ARTICLE 10.SOUS TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le titulaire et ses sous-traitants devront se conformer aux dispositions relatives à la sous-traitance des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où il n'aurait pas été soumis à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant ne pourra pas être protégé par les dispositions de la loi du 31 décembre 1975, notamment en matière de paiement direct. A défaut, les prestations supplémentaires effectuées par le sous-traitant ne feront l'objet d'aucun paiement.

Est ainsi inopposable au Pouvoir adjudicateur tout contrat conclu entre le titulaire et un sous-traitant non agréé et toute acceptation d'un sous-traitant intervenant en dehors des conditions précitées.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique. Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG PI, l'acceptation du sous-traitant consiste en la notification au seul titulaire.

Sous-traitance occulte :

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché

En effet, il appartient au titulaire de déclarer spontanément au Pouvoir adjudicateur, ou après observations de ce dernier, un sous-traitant et ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ne sauraient résulter de la simple connaissance par le Pouvoir adjudicateur de l'existence du sous-traitant et sont soumis aux dispositions du CCAG applicable.

## ARTICLE 11. CONFIDENTIALITE

Les données contenues dans les supports informatiques et documents fournis par le maître d'ouvrage ou ses partenaires sont strictement confidentiels. En conséquence, le Titulaire du marché s'engage à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiées, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations, avec l'accord écrit préalable de la personne publique ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traitées pendant l'exécution du marché ;
- A limiter la divulgation des informations strictement nécessaires aux seules personnes qu'il aura chargées de l'exécution de la prestation ;
- A recueillir l'engagement écrit des personnes chargées de la prestation, de respecter le secret professionnel.

En fin de marché, à procéder à la destruction de tout fichier manuel ou informatisé stockant les informations saisies. Le maître d'ouvrage peut procéder, à tout moment, à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations de discrétion du Titulaire. Tous les documents sur support papier et informatique restent la propriété de la personne publique.

En cas de non-respect de ces obligations, la responsabilité du Titulaire peut être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

## ARTICLE 12.RGPD

Dans le cadre de ses relations contractuelles, le titulaire s'engage à respecter les dispositions prévues dans le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

## ARTICLE 13.MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE

### **13.1 Changement de dénomination sociale du titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'UT par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Il fournit également un RIB mentionnant la nouvelle dénomination sociale.

### **13.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire**

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'UT

Le titulaire doit en informer l'UT dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales mentionnées dans les articles R2143-7 à R2143-9 et l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats annexé au code ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues aux dispositions de l'article L2141-1 et à l'article 2141-6 du code;
- une attestation d'assurance correspondant aux exigences fixées ci-dessous ;
- les justifications de références identiques à celles demandées au titulaire lors de la passation du marché.

La cession du marché acceptée par l'UT fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

### **13.3 Modifications de la structure d'exercice du titulaire**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'UT les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à son adresse ou à son siège social

- aux renseignements qu'il a fourni pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de non communication de ces éléments, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

#### ARTICLE 14. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'UT par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'UT adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'Article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'Article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

#### ARTICLE 15. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux articles R.2194-1 à -10 du code de la commande publique, des clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

- Nécessité de prolonger la durée d'exécution du marché pour des raisons autres que celles prévues par l'article 13.3 du CCAG PI
- Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des prestations initialement prévues ;
- Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle
- Lorsque le montant maximum de chaque lot est consommé à 80%, la COMUE peut augmenter par voie d'avenant le montant maximum dans la limite de 15% du montant maximal
- Intégration d'un prix nouveau dans les conditions fixées par l'article 4.4 du présent document.
- 

#### ARTICLE 16. ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI, le titulaire (contractant unique ou chaque cotraitant en cas de groupement) doit être couvert avant la notification par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de la réalisation des prestations qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées.

Cette attestation sera envoyée tous les ans à [marche@univ-toulouse.fr](mailto:marche@univ-toulouse.fr)

**Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI** pour justifier l'ensemble de ces garanties, chacun des cotraitants du groupement doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

Chacun des membres s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire. En cas de groupement, chaque cotraitant doit fournir cette attestation

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Comue de Toulouse et dans un délai de quinze jours (15) calendaires à compter de la réception de la demande.

#### ARTICLE 17. RESILIATION

Les dispositions de l'article 36 à 42 du CCAG PI sont ici applicables.

#### ARTICLE 18. LANGUES

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### ARTICLE 19. DIFFERENDS ET LITIGES

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles D2197-15 à 2197-17 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est Bordeaux.

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### ARTICLE 20. DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-PI, expliquées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Articles CCAP dérogeant au CCAG	du	Articles CCAG auxquels il est dérogé
3		4.1
5.2.1		3.4.3

<b>6</b>	28 et 29
<b>6</b>	28.5
<b>9</b>	14.1.3 et 14.1.4
<b>9.1</b>	14.1.1
<b>9.2</b>	14.1.1
<b>9.3</b>	14.1.1
<b>10</b>	3.6.2
<b>16</b>	9.2